

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR  
LE DEVELOPPEMENT DES ARTS**

Siège social :  
16 Place de la Libération  
32000 - AUCH

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**Assemblée générale du 25 juin 2024**

**Alain BELLOC**

Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de TOULOUSE

57, Bd de l'Embouchure – Central Parc A

31200 - TOULOUSE

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS**

A l'Assemblée générale de l'association ADDA du Gers,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos appréciations ont porté, selon notre jugement professionnel, sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

## **Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces



informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à TOULOUSE,  
Le 10 juin 2024

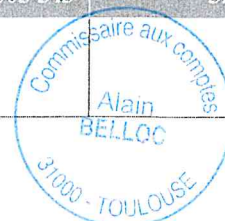
**Alain BELLOC**



Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse

A.D.D.A. 32

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	19 977	12 733	7 244	11 272
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	19 977	12 733	7 244	11 272
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out. industriels	41 447	31 498	9 948	15 086
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	41 447	31 498	9 948	15 086
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	15		15	15
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	38 960		38 960	38 960
	TOTAL	38 975		38 975	38 975
Total I		100 399	44 231	56 168	65 384
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances :				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 375	2 100	7 275	1 762
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	11 564		11 564	18 086
	TOTAL	20 939	2 100	18 839	19 848
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	227 855		227 855	237 052
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	2 680		2 680	2 759
Total III		251 475	2 100	249 375	259 660
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		351 875	46 331	305 543	324 994
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				





A.D.D.A. 32

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	70 000	70 000
	Report à nouveau	80 148	81 536
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-7 399	-1 388
	Situation nette (sous-total)	142 748	150 148
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total	142 748	150 148
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	33 821	39 838
	Total	33 821	39 838
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	51 063	42 273
	Total	51 063	42 273
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		2 664
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 836	19 871
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	44 425	51 985
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	34	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	17 614	18 214
	Total	77 909	92 734
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	305 543	324 994
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs		

Éléments passifs de l'annexe V.1 (1)



A.D.D.A. 32

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	33 257	31 016
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	23 552	22 021
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	422 388	416 619
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 425	12 647
	Utilisations des fonds dédiés	71 017	74 278
	Autres produits	43	467
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	556 684	557 050
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	107 167	119 660
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	8 942	9 875
	Salaires et traitements	255 977	254 987
	Charges sociales	109 694	106 893
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 836	7 942
	Dotations aux provisions	8 790	2 284
	Reports en fonds dédiés	65 000	56 800
	Autres charges	3 247	1 979
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	568 657	560 422
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-11 972	-3 372



A.D.D.A. 32

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 889	2 838
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	4 889	2 838
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilés Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		4 889	2 838
3. Résultat courant avant impôt (I-III-IV)		-7 085	-585
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	316	854
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	316	854
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-316	-854
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		561 574	559 888
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		568 973	561 276
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-7 399	-1 388
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		86 242	73 570
Bénévolat			
Total		86 242	73 570
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		76 152	64 540
Prestations en nature		10 090	9 030
Personnel bénévole			
Total		86 242	73 570





KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# ADDA 32

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos  
31/12/2023*



## Table des matières

1	Caractéristiques du bilan	2
2	Objet social	3
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
4	Principes et méthodes comptables	5
4.1	Principes généraux	5
4.1.1	Changement de méthode comptable	5
4.2	Principales méthodes comptables	5
5	Informations relatives aux postes du bilan	6
5.1	Actif immobilisé	6
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
5.2	Actif circulant	8
5.2.1	Créances	8
5.2.2	Précisions subventions à recevoir et charges constatées d'avance	8
5.3	Fonds propres	9
5.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	9
5.3.2	Subventions d'investissement	11
5.4	Fonds dédiés	11
5.5	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	12
5.6	Dettes	13
5.6.1	Précisions sur d'autres dettes	13
5.6.2	Produits constatés d'avance	13
6	Informations relatives au Compte de résultat	14
6.1	Produits de tiers financeurs - Subventions	14
6.2	Résultat Financier	15
6.3	Résultat exceptionnel	15
6.4	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	15
7	Informations relatives à l'effectif	16





## 1 Caractéristiques du bilan

Total de bilan .....305 543 €

Déficit de l'exercice ..... - 7 399 €

L'exercice débute le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine le 31 décembre 2023.





## 2 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : L'association a pour objet de militer en faveur de l'intérêt public du développement des activités culturelles dans le département du Gers en sensibilisant et en favorisant toute nouvelle initiative pouvant contribuer à l'élargissement de la vie musicale, chorégraphique, théâtrale, circassienne, plasticienne ou visuelle, en particulier par l'enseignement. Elle associe, fédère, coordonne des associations et organismes culturels et artistiques du département en faveur d'actions de coopération culturelle.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.







**3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

***3.1 Faits caractéristiques de l'exercice***

Néant.

***3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture***

Néant.





## **4 Principes et méthodes comptables**

### **4.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **4.1.1 Changement de méthode comptable**

Il n'y a pas de changement de méthode comptable à la clôture de l'exercice.

### **4.2 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 du PCG.





## 5 Informations relatives aux postes du bilan

### 5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.1.2.1.

#### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	19 307 €	671 €		19 978 €
Immobilisations corporelles	41 447 €			41 447 €
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations financières (1)	38 975 €			38 975 €
<b>Total</b>	<b>99 729 €</b>	<b>671 €</b>		<b>100 400 €</b>

(1) Les immobilisations financières correspondent principalement à des parts sociales de la Caisse d'Épargne.





### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	8 034 €	4 699 €		12 733 €
Immobilisations corporelles	26 361 €	5 138 €		31 499 €
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>34 395 €</b>	<b>9 837 €</b>		<b>44 232 €</b>

### 5.1.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	2 à 5 ans
Immobilisations corporelles		
- Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
- Matériel	Linéaire	3 à 10 ans
- Matériel d'occasion	Linéaire	1 à 2 ans
- Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique d'occasion	Linéaire	1 à 2 ans
- Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans



## 5.2 Actif circulant

### 5.2.1 Créances

	Montant brut	Liquidité	
		Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Créances	7 275 €	7 275 €	
- Clients (1)	9 375 €	9 375 €	
- Provision clients douteux	- 2 100 €	- 2 100 €	
- Clients – Factures à établir			
Autres créances	11 564 €	11 564 €	
- Fournisseurs débiteurs	2 281 €	2 281 €	
- Personnel	781 €	781 €	
- Organismes sociaux	4 432 €	4 432 €	
- Subventions à recevoir	3 750 €	3 750 €	
- Autres comptes débiteurs (2)	320 €	320 €	

(1) Des créances clients ont fait l'objet d'une provision à 100% au 31/12/2021 pour 2 100 €. Il y a en effet un risque de non-recouvrement de ces créances à la clôture des comptes. La provision est inchangée au 31/12/2023.

(2) Il s'agit d'un remboursement de tickets restaurant 2023 perçu en le 16/02/2024.

### 5.2.2 Précisions sur subventions à recevoir et charges constatées d'avance

#### 5.2.2.1 Subventions à recevoir

	31/12/2023	31/12/2022
Subvention – CAF jeunes cultures	3 750 €	2 500 €
Subvention – FONJEP		10 183 €
<b>Total</b>	<b>3 750 €</b>	<b>12 683 €</b>







#### 5.2.2.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont toutes des charges d'exploitation. Elles s'élèvent à 2 680 € au 31/12/2023 contre 2 760 € au 31/12/2022.

### 5.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### 5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.





VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Legs donations immobilisations					
Ecart de réévaluation					
Réserves – Projet associatif	70 000 €				70 000 €
Report à nouveau	81 535 €	- 1 388 €			80 148 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 388 €	1 388 €	- 7 399 €		- 7 399 €
<b>Situation nette</b>	<b>150 148 €</b>		<b>- 7 399 €</b>		<b>142 748 €</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement (nettes)					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>150 148 €</b>		<b>- 7 399 €</b>		<b>142 748 €</b>





### 5.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Il n'y a pas de nouvelles subventions d'investissements à la clôture de l'exercice.

### 5.4 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés.

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Ressources	Situations	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
DRAC Formation accompagnement festival du Gers		1 083 €		1 083 €	
DDCSPP + CAF Projet jeunes cultures 2022		10 000 €		10 000 €	
DRAC Résidences artistiques 2022		14 402 €		14 402 €	
DRAC Plan chant choral 2022		10 000 €		10 000 €	
Complément Conseil Départemental – mise en œuvre parcours éducatifs, artistiques et culturels dans les établissements scolaires 2022/2023		4 353 €		4 353 €	
Convention de Généralisation Education Artistique et Culturelle 2022/2023			10 200 €	10 200 €	
EAC 2022/2023			4 500 €	4 500 €	





Convention de Généralisation Education Artistique et Culturelle 2023/2024		9 800 €	4 846 €	4 954 €
Jeunes culture 2023		12 500 €		12 500 €
DRAC Résidences artistiques 2023		15 000 €	4 178 €	10 822 €
DRAC Plan chant choral 2023		10 000 €	7 455 €	2 545 €
DRAC Plan fanfare		3 000 €		3 000 €
<b>Total</b>	<b>39 838 €</b>	<b>65 000 €</b>	<b>71 017 €</b>	<b>33 821 €</b>

#### 5.5 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
- IDR	42 273 €	8 791 €		51 064 €
<b>Total</b>	<b>42 273 €</b>	<b>8 791 €</b>		<b>51 064 €</b>

Provision pour charges : Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à 51 064 €, charges sociales incluses. Ce montant est intégralement comptabilisé au 31/12/2023. La dotation sur l'exercice 2023 s'élève à 8 791 €.







## 5.6 Dettes

### 5.6.1 Précisions sur d'autres dettes

	Montant brut	Liquidité	
		Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Fournisseurs			
- Fournisseurs créditeurs	5 336 €	5 336 €	
- Factures non parvenues	10 500 €	10 500 €	
Dettes fiscales et sociales			
- Congés payés (charges fiscales et sociales incluses)	23 447 €	23 447 €	
- Organismes sociaux (1)	15 722 €	15 722 €	
- Etat	5 256 €	5 256 €	

### 5.6.2 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 17 614 € au 31/12/2023 contre 18 214 € au 31/12/2022. Ils correspondent :

- à la quote-part 2024 de la subvention de 24 500 € attribuée par le Conseil Départemental pour mise en œuvre parcours éducatifs, artistiques et culturels dans les établissements scolaires 2023/2024.

- à 1 800 € de quote-part de subvention DSDEN du 01/09/2023 au 30/06/2024

- à 1 114 € de subvention rectorat attribuée pour la période de septembre 2023 à juillet 2024.







## 6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 6.1 Produits de tiers financeurs - Subventions

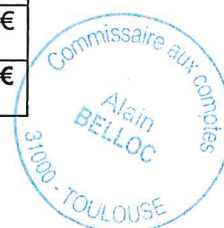
**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Nature de la subvention	31/12/2023	31/12/2022
Subvention Conseil Départemental - fonctionnement	282 000 €	282 000 €
Subvention Conseil Départemental – PEAC	24 500 €	21 800 €
Subvention CAF	7 500 €	5 000 €
Subvention DRAC	88 000 €	92 000 €
Subvention DDCSPP	5 000 €	5 000 €
Subvention Rectorat	1 750 €	636 €
Subvention DSDEN	1 200 €	
Pass culture	4 285 €	
Subvention FONJEP	8 153 €	10 183 €
<b>TOTAL</b>	<b>422 388 €</b>	<b>416 619 €</b>





## 6.2 Résultat Financier

Le résultat financier est de 4 889 € en 2023 contre 2 839 € en 2022.

## 6.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est de - 316 € en 2023 contre - 854 € en 2022.

## 6.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Les contributions volontaires ont été valorisées sur la base des informations communiquées par le Conseil Départemental. Le détail est le suivant :

Mise à disposition gracieuse de locaux : 44 697 €

Prise en charge des charges diverses des locaux (fluides, maintenance etc.) : 19 150 €

Mise à disposition de biens bureautiques : 14 365 €

Mise à disposition informatique, téléphonie, reprographie, cartographie : 7 030 €

Prise en charge affranchissements et courriers : 1 000 €

L'ensemble de ces avantages en nature s'élèvent à 86 242 €.





## 7 Informations relatives à l'effectif

Personnel permanent

**Personnel  
salarié**

Employés

6 ETP

**Total**

**6 ETP**

